

APPEL À PROPOSITIONS



LATIN
AMERICAN
STUDIES
ASSOCIATION

LASA2024

Reacción y resistencia: imaginar futuros posibles en las Américas

12 AU 15 JUIN, 2024 • BOGOTA, COLOMBIE

PRÉSIDENTE DE LASA

Jo-Marie Burt

Political Science, Schar School of Policy and Government, George Mason University and Senior Fellow, Washington Office on Latin America (WOLA), USA

COORDINATION DU PROGRAMME

Maria Eugenia Ulfe

Anthropologist, Department of Social Sciences, Pontifical Catholic University of Peru

Enrique Desmond Arias

Political Science, Baruch College and the Graduate Center, City University of New York, USA

Des tendances compensatoires de réaction et de résistance sont évidentes dans les Amériques aujourd'hui. Le déclin du soutien aux valeurs et aux institutions démocratiques et la résurgence de l'autoritarisme, la montée des mouvements et des partis d'extrême droite, ainsi que l'inégalité économique et l'insécurité, aggravées par la pandémie, suscitent l'anxiété et la peur. En même temps, les efforts déployés au niveau local pour renforcer les droits, promouvoir des systèmes politiques et économiques plus inclusifs et faire reculer l'héritage du colonialisme, combinés au retour de gouvernements progressistes dans de nombreux pays de la région, font naître l'espoir que de nouveaux avènements sont possibles. L'exploration de ces tendances compensatoires sera au cœur du prochain Congrès International de l'Association des études latino-américaines, qui se tiendra du 12 au 15 juin 2024 à Bogota, en Colombie. Les universitaires, les praticiens et les activistes sont encouragés à participer en apportant leurs réflexions et leurs analyses sur les forces de réaction qui génèrent l'appréhension quant à l'avenir, et les formes collectives de résistance et de changement social progressif qui nous permettent d'oser rêver de nouveaux avènements basés sur l'égalité, la justice et l'inclusion.

Les tendances régressives sont évidentes dans toutes les Amériques. Nous avons assisté à la montée de populistes de droite tels que Nayib Bukele au Salvador et Jair Bolsonaro au Brésil ; à des reculs démocratiques du Guatemala au Pérou et à un durcissement des régimes autoritaires tels que celui d'Ortega-Murillo au Nicaragua. Les idéologies de droite sont également en hausse, qu'il s'agisse de mouvements proto-fascistes ou de groupes promouvant les tropes de la « guerre des cultures » tels que l'« idéologie du genre ». Ces mouvements, qui sont souvent de nature transnationale, influencent fondamentalement la manière dont les politiques locales se déroulent dans de nombreuses parties de la région. En même temps, la pandémie a mis à nu les profondes inégalités, les services publics défectueux, les hiérarchies raciales persistantes et la violence systémique qui caractérisent les Amériques. Nous sommes encore en train d'évaluer l'impact à long terme de la dévastation causée par la COVID-19 et la manière dont elle modifie notre façon de penser le travail, le bien-être et l'organisation de nos ordres sociaux et politiques. La crise climatique et l'exploitation continue des ressources naturelles sans tenir compte de l'impact sur les communautés indigènes et l'environnement sont également une source d'anxiété pour l'avenir des Amériques.

En revanche, plusieurs pays des Amériques ont vu l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes et, dans d'autres, des mouvements sociaux de grande ampleur réclament un approfondissement de la démocratie et la construction de sociétés plus inclusives et plus justes. C'est le cas du Chili, où les mouvements sociaux ont exigé des changements dans le système politique et économique hérité de la dictature de Pinochet et où un président de gauche «millennial» promet de mettre en œuvre des réformes radicales ; ainsi que du Brésil, où le retour de Lula à la présidence suscite l'espoir que le recul démocratique et d'autres politiques régressives, y compris la dévastation de l'Amazonie, pourront être inversés. Au Pérou, des mouvements sociaux de masse, avec les communautés indigènes en tête, remettent en question un système qui a historiquement exclu leurs voix et leurs intérêts ; tandis qu'en Colombie, après des décennies de conflit civil, un ancien guérillero et une Afro-Colombienne ont été élus pour diriger la nation sur la base d'un programme de changement social progressif et de consolidation du processus de paix. Dans toute la région, les femmes continuent de revendiquer leur autonomie corporelle et leurs droits en matière de procréation, obtenant des avancées importantes dans des pays comme l'Argentine et le Mexique. Du Chili au Brésil jusqu'à l'Amérique centrale, les peuples indigènes s'organisent pour protéger leurs terres, l'environnement et leur autonomie culturelle. Ces formes collectives de résistance, associées à des mouvements politiques progressistes au niveau national dans de nombreux pays de la région, contribuent à définir de nouvelles

manières d'imaginer les voies possibles vers un changement politique, social et économique progressif et la construction de nouveaux modèles de gouvernance plus inclusifs et représentatifs, qui accordent la priorité à la dignité humaine et au bien-être.

Dans ce contexte d'anxiété accrue quant à l'état de notre monde et aux espoirs croissants de changement progressif, nous invitons les universitaires, les praticiens et les activistes à soumettre des propositions portant sur ces questions. Comment les formes collectives de résistance et les forces progressistes de changement imaginent-elles de nouveaux futurs pour les Amériques ? Comment comprenons-nous les tendances compensatoires dans la région, y compris le recul démocratique, la montée du populisme autoritaire, l'inégalité persistante et la crise climatique ? Comment, en tant qu'universitaires, activistes, et praticiens, contribuons-nous, par la production de connaissances, la recherche collaborative et d'autres initiatives, à remettre en question ces tendances régressives et à construire de nouveaux futurs progressistes dans la région ? Nous espérons que ce congrès de LASA en Colombie, où un nouveau gouvernement tente de mettre en œuvre une plate-forme politique progressiste avec le soutien de divers mouvements sociaux, sera un espace de réflexion productive sur ces tendances compensatoires et sur les défis et les espoirs qu'elles présentent pour imaginer des futurs possibles dans les Amériques.

NOUVEAUX DOMAINES THÉMATIQUES POUR LASA2024

L'extrême droite en Amérique latine et dans le monde

La résurgence de l'extrême droite en Amérique latine s'inscrit dans une dynamique mondiale qui va de la Turquie à la Hongrie jusqu'aux États Unis. Les groupes ultraconservateurs qui s'insurgent contre « l'idéologie du genre » et le « marxisme culturel » et qui promeuvent des visions polarisantes du « nous » contre « eux » se sont fait une place à la fois dans la politique institutionnelle et au niveau sociétal. Si la montée de l'extrême droite latino-américaine s'inspire du monde entier, il s'agit aussi largement d'un phénomène bien de chez nous, une réponse à des développements historiques récents tels que

la montée des gouvernements de la « marée rose » et qui s'appuie sur des héritages coloniaux plus anciens de christianisme, de patriarcat et de concepts racialisés tels que l'hispanité.

Ces nouvelles droites, représentées par le président du Salvador, Nayib Bukele, l'ancien président du Brésil, Jair Bolsonaro, et les dirigeants de l'opposition en Colombie et au Chili, Rodolfo Hernández et José Antonio Kast, ont une forte rhétorique populiste et prétendent anti-élitiste. Ces dirigeants dominent les réseaux sociaux, participent à des politiques culturelles revanchardes et sont bien connectés au niveau international. Ces politiciens participent à des élections démocratiques et les remportent parfois, mais ils ne s'engagent généralement pas

sérieusement en faveur des normes et des institutions démocratiques, et une fois au pouvoir, ils se servent de ces institutions pour concentrer le pouvoir et affaiblir la démocratie de l'intérieur.

En même temps, ils sont étroitement liés à l'armée, et parfois à des groupes paramilitaires, pour faire avancer leur programme. La droite promeut également une approche politique fondée sur la « guerre des cultures », par exemple en adoptant l'idéologie du genre, qui prétend que les réformes favorables aux femmes et aux personnes LGBTIQI, telles que les droits reproductifs et le mariage entre personnes du même sexe, sont le résultat d'un système de croyances imposées et qui menace les « valeurs chrétiennes » et corrompt la société.

Ce domaine thématique invite les propositions d'articles qui abordent cette « nouvelle » droite latinoaméricaine sous différents angles disciplinaires pour nous aider à mieux comprendre la nature, les objectifs et l'impact de la droite contemporaine dans ses manifestations politiques, économiques, sociales et culturelles. Qu'est-ce qui motive la montée des idéologies et des mouvements politiques de droite dans les Amériques ? Quelles menaces l'extrême droite fait-elle peser sur la démocratie et sur une conception plus large des droits dans la région ? Quel rôle jouent les liens internationaux dans le soutien à la droite dans les Amériques et comment ces liens stimulent-ils les politiques de droite ? Comment la droite s'exprime-t-elle aujourd'hui dans la culture et dans quelle mesure l'activisme culturel et social est-il important pour elle ? Quel rôle les liens avec l'armée et les groupes paramilitaires jouent-ils dans l'avancement d'un programme de droite ?

Dépossession et déplacement : violence, extractivisme et économies illégales dans les zones rurales et indigènes

Contrairement aux réformes agraires qui ont eu lieu dans plusieurs pays d'Amérique latine au siècle dernier, l'une des caractéristiques du capitalisme tardif dans la région aujourd'hui est l'accumulation de terres, que ce soit pour les cultures ou pour l'exploration et l'exploitation minières et d'hydrocarbures, souvent par le déplacement violent des communautés autochtones et rurales de leurs territoires. Alors que les populations autochtones représentent 4 % de la population mondiale, elles constituent un tiers des défenseurs de l'environnement tués dans le monde. Les conflits liés aux industries extractives et les invasions de

terres sont l'une des principales causes de violence à l'encontre des communautés autochtones et rurales. Entre 2017 et 2021, 2109 cas de communautés affectées par les industries extractives et leurs activités associées ont été recensés au Pérou, en Colombie, au Mexique, au Guatemala et au Honduras. La situation la plus critique est celle de la Colombie, où 117 dirigeants autochtones ont été tués entre 2012 et 2020. Au Mexique et en Amérique centrale, les communautés autochtones et rurales ont été dépossédées de leurs terres par les industries extractives et les grands projets hydroélectriques et agro-industriels, tandis que les activistes environnementaux et les dirigeants communautaires ont été criminalisés et assassinés. Face à cela, il existe d'importants exemples de résistance, comme celui de Máxima Acuña, de Cajamarca, au Pérou, qui mène une lutte titanesque contre le projet minier Yanacocha afin d'empêcher son avancée dans la région des lagunes et d'empêcher l'expropriation de ses terres. Dans le cas de la Colombie, la loi sur les victimes et la restitution des terres de 2011 vise à offrir des réparations complètes aux familles qui ont perdu des êtres chers, ont été dépossédées de leurs terres et déplacées de leurs communautés.

En même temps, les économies illicites se développent, entraînant des expulsions et la dépossession de terres et de territoires dans une grande partie du continent américain. La violence des trafiquants de bois, de drogue et de personnes fait partie d'une routine quotidienne que l'on voit rarement, mais qui oblige surtout les communautés autochtones à abandonner leur lieu d'origine. La progression de ces économies illégales exacerbe d'autres problèmes tels que le changement climatique, qui génère des déplacements et une mobilité des personnes en raison de phénomènes environnementaux tels que les glissements de terrain, les sécheresses et la contamination des sols et des personnes. En Colombie, la dépossession a également été causée par l'avancée de la guérilla et de l'armée, des groupes paramilitaires et du trafic de drogue, ainsi que par des phénomènes naturels. Au Pérou, l'exploitation minière illégale a provoqué la déforestation et la dépossession ; la contamination par les hydrocarbures a également poussé certains groupes, en particulier les autochtones, à s'isoler et à s'organiser pour lutter pour leurs droits. Il est également important de réfléchir à la production à grande échelle de monocultures, comme le palmier à huile, qui a entraîné la déforestation et l'expropriation de terres en Amérique centrale, en Colombie, en Bolivie, au Brésil, au Mexique et au Pérou.

Ce domaine thématique est ouvert aux propositions d'universitaires et d'activistes faisant des recherches et/ou travaillant sur la question du déplacement et de la dépossession des populations autochtones et rurales de leurs terres et territoires, ainsi que sur les résistances collectives qui ont émergé pour contrer cette violence. Quels sont les effets du capitalisme tardif sur les communautés autochtones et rurales des Amériques aujourd'hui ? Comment comprendre le réseau d'acteurs qui cherchent à contrôler les ressources naturelles, y compris les puissantes sociétés transnationales, les groupes criminels violents et les autorités corrompues ? Comment comprendre ces dynamiques de déplacement et de dépossession, de pertes et de mondes en ruines, qui consolident les hégémonies de certains groupes de pouvoir, tout en subalternisant et en réduisant au silence d'autres groupes ? Comment les communautés s'organisent-elles pour faire face à cette violence ?

Impunité : passée et présente

Dans les systèmes fondés sur l'État de droit, il existe un ensemble de règles et de normes codifiées par la loi ; toutes les personnes sont soumises à la loi et égales devant elle ; et il existe un système judiciaire indépendant chargé de faire respecter la loi et d'enquêter sur les violations de la loi et d'en poursuivre les auteurs. Dans les systèmes fondés sur l'impunité, il n'y a pas de sanction - ou d'espoir de sanction - pour les crimes graves, y compris les violations des droits humains, la grande corruption et le déploiement arbitraire du pouvoir de l'État. L'impunité est l'exercice du pouvoir sans obligation de rendre des comptes. Sans responsabilité, l'arbitraire devient la norme, l'espace de la société civile se réduit et la corruption et les réseaux criminels prospèrent.

Ce domaine thématique vise à attirer l'attention sur le problème persistant de l'impunité et sur la faiblesse de l'État de droit en Amérique latine. Bien que l'Amérique latine ait fait d'importants progrès pour amener d'anciens chefs d'État et d'autres hauts fonctionnaires à répondre de crimes graves tels que la grande corruption, l'abus de pouvoir et les crimes contre l'humanité, l'impunité reste une caractéristique essentielle de la vie dans une grande partie de la région. En outre, dans de nombreux pays, le système juridique devient un outil utilisé par les élites puissantes pour attaquer et immobiliser les individus et les groupes qui œuvrent en faveur d'un changement social progressif, une pratique souvent appelée «lawfare». Il s'agit notamment des activistes

environnementaux, des leaders autochtones et afro-descendants, des journalistes et des défenseurs des droits humains. Dans certains pays, ces tactiques sont également déployées contre les opérateurs judiciaires indépendants.

La persistance de l'impunité et les différentes formes qu'elle prend dans la politique actuelle posent des défis fondamentaux à la lutte contre la violence et le crime organisé en Amérique latine. Dans toute la région, l'impunité est presque totale pour les violences sexistes et les féminicides, pour les violences policières, notamment à l'encontre des populations autochtones et afro-descendantes racialisées, ainsi que pour le crime organisé, y compris le crime en col blanc, tel que l'énorme scandale de corruption Odebrecht. L'impunité engendre plus de violence, plus de corruption et plus de crime organisé.

Ce domaine thématique invite les universitaires, les praticiens et les activistes à soumettre des propositions explorant à la fois le problème persistant de l'impunité dans les Amériques et les efforts passés et présents de lutte contre l'impunité et de consolidation de l'État de droit. Nous sommes particulièrement intéressés par les propositions qui explorent les liens entre la criminalité passée et présente et l'impunité.

Colombie : défis actuels et avenir possibles

La victoire électorale de Gustavo Petro et Francia Márquez en 2022 marque la première fois que les Colombiens élisent un président de gauche et une femme afro-colombienne à la vice-présidence. Surfant sur une vague de mécontentement et de protestation sociale de masse face aux inégalités et à la *politics as usual*, Petro et Márquez ont mis l'accent sur des questions telles que la justice sociale, l'égalité raciale, la protection de l'environnement et la consolidation de la paix. Malgré les difficultés persistantes et les nouveaux défis, leur victoire pousse les Colombiens à imaginer un nouvel avenir pour leur pays.

Avec la politique de « paix totale », Petro et Márquez cherchent à tenir les promesses de l'accord de paix de 2016 signé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et à conclure de nouveaux accords avec d'autres groupes armés tels que l'Armée de libération nationale (ELN) et le cartel du Clan del Golfo. Cependant, la Colombie reste un pays en conflit, avec des groupes armés qui se livrent à de nouvelles formes de violence, des massacres continus dans les campagnes et des assassinats ciblés de dirigeants

communautaires. Dans ce contexte difficile, le pays continue de débattre comment accorder des réparations aux victimes du conflit, comment aborder la question de la mémoire historique et comment écrire l'histoire de décennies de violence.

Dans ce contexte d'attentes élevées, la Colombie est confrontée à d'autres défis, anciens et nouveaux. De profondes inégalités socio-économiques et l'exclusion raciale et ethnique persistent. Divers groupes armés et organisations de trafiquants de drogue continuent d'opérer dans tout le pays. Comme beaucoup d'autres pays, la Colombie s'efforce également de relever les grands défis environnementaux de notre époque, notamment la transition vers une économie sans carbone, les menaces qui pèsent sur la biodiversité, la déforestation et la contamination de l'eau. Avec 80 % de la population vivant dans des zones urbaines, les villes colombiennes jouent un rôle clé dans la résolution de bon nombre de ces problèmes, qu'il s'agisse d'améliorer les transports et les infrastructures ou de mettre en place des politiques spécifiques de lutte contre la criminalité et la violence. La Colombie est également confrontée à un afflux massif de personnes en provenance du Venezuela et des réseaux de passeurs qui font transiter les migrants du monde entier par le nord de la Colombie avant de remonter vers le nord.

Face à ces défis, les mouvements sociaux colombiens sont restés dynamiques malgré des années de violence de la part de l'État, des paramilitaires et des insurgés. Les organisations de défense des droits humains, les mouvements LGBTQI, les fédérations paysannes et les mouvements sociaux urbains participent activement à la vie politique en Colombie. Les mouvements sociaux autochtones et afro-colombiens sont particulièrement remarquables, car ils ont joué un rôle clé en mettant en évidence les conséquences de la violence sur leurs communautés ainsi que les schémas historiques de marginalisation et d'exclusion pour lesquels ils demandent réparation. Une autre tendance positive est l'essor de la production culturelle en Colombie, qui prolonge les riches traditions du pays en matière de littérature et d'arts visuels. Les arts visuels et d'autres formes de production culturelle apportent de riches contributions aux débats en cours sur le passé récent du pays et aux efforts de consolidation de la paix. Les groupes historiquement sous-représentés sont de plus en plus visibles dans la production artistique et culturelle du pays.

Ce domaine thématique invite les universitaires, les étudiants, les leaders communautaires et les activistes à soumettre des propositions, quelle que soit la perspective disciplinaire ou transdisciplinaire, qui abordent les défis actuels auxquels la Colombie est confrontée ainsi que les débats contemporains en histoire, en littérature et dans les arts. Comment l'administration Petro façonne-t-elle la Colombie ? Comment le centre et la droite réagissent-ils à ces changements ? Quelles sont les perspectives d'élargissement et d'approfondissement des progrès réalisés dans le cadre du processus de paix avec les FARC ? Comment les changements dans l'environnement du conflit et de la criminalité affectent-ils la vie des Colombiens ? Comment les mouvements sociaux et le gouvernement cherchent-ils à répondre aux préoccupations des Afro-Colombiens, des communautés autochtones et d'autres groupes historiquement marginalisés ? Quels sont les principaux défis environnementaux auxquels la Colombie est confrontée et comment les Colombiens y font-ils face ? Quels sont les principaux défis urbains auxquels la Colombie est confrontée et quelles politiques les gouvernements et les communautés urbaines adoptent-ils pour y répondre ? Quel rôle les sciences sociales et humaines jouent-elles dans la Colombie post-conflit, en particulier en ce qui concerne la question de savoir comment écrire le récit du passé récent et comment enseigner le passé récent dans les écoles et les universités ? Que se passe-t-il aujourd'hui avec les mouvements sociaux colombiens ? Quelles sont les nouvelles orientations de la production culturelle colombienne ? Comment la production culturelle est-elle soutenue et comment ces différentes formes de soutien façonnent-elles le contenu et la signification des arts en Colombie ?

Résistance collective, avers imaginés dans les Amériques

À partir de l'histoire politique et de la théorie postcoloniale, des auteurs tels que James Scott, Ranajit Guha, Gayatri Spivak ont conceptualisé et décrit des formes de résistance contre différents systèmes d'oppression et de violence. Ces pratiques de résistance prennent des formes multiples et sont déployées par des groupes qui n'appartiennent pas aux centres et aux dynamiques du pouvoir, mais qui construisent leur agence et leur agentivité comme des modes d'action capables d'imaginer un changement du sens de la vie sociale et politique.

Ces dernières années, l'Amérique du Sud a été le théâtre d'un certain nombre de soulèvements de masse. Ces grandes manifestations mettent à l'ordre du jour des questions importantes. Le soulèvement social au Chili en 2019, par exemple, a révélé la nature incomplète de la transition vers la démocratie en remettant en question le système politique et économique hérité de Pinochet, résumé dans le slogan « ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 ans ». En Colombie, les mobilisations sociales qui ont éclaté en 2021 en réponse aux réformes économiques ont évolué vers une critique du non-respect des accords de paix par le gouvernement et de tous les acteurs de la guerre qui portent la responsabilité de 50 ans de violence, ainsi que d'un système politique qui exclut les populations indigènes et afro-descendantes. Au Pérou, depuis décembre 2022, d'importantes manifestations ont eu lieu dans différentes régions pour réclamer une plus grande représentation des autochtones dans le processus décisionnel national. Dans ces cas comme dans d'autres, les femmes, les jeunes, les écoliers et les populations autochtones imaginent la possibilité de changer les façons traditionnelles de faire de la politique afin d'obtenir une plus grande représentation politique, une plus grande dignité et un plus grand bien-être pour eux-mêmes et leurs communautés.

D'autres formes de résistance collective sont également évidentes dans les Amériques. Les féministes se sont engagées dans des mobilisations créatives pour dénoncer les féminicides et les violences sexuelles, et pour garantir les droits reproductifs des femmes. Face à l'impunité paralysante dans les cas de disparitions forcées, des mères au Mexique (« las madres buscadoras ») et des personnes cherchant la vérité sur le scandale des faux positifs en Colombie ont entrepris leurs propres recherches, développant des connaissances et des techniques pour retrouver leurs proches disparus, défiant le pouvoir de l'État et les récits hégémoniques niant cette pratique criminelle odieuse. En 2022, une série de grèves au Panama contre l'augmentation du prix du panier de la ménagère, des médicaments et de l'essence, au cours desquelles un certain nombre d'organisations syndicales et indigènes importantes se sont unies pour prôner le dialogue, a eu des résultats importants pour les citoyens. Les Mapuches d'Argentine et du Chili préservent et partagent leurs connaissances ancestrales avec les nouvelles générations afin qu'elles puissent connaître et préserver leurs territoires et leurs coutumes.

Comment comprendre ces pratiques ? Que nous apprennent-elles sur les systèmes politiques latino-américains ? Comment nous aident-elles à réfléchir collectivement à d'autres formes de gouvernance ?

Ce domaine thématique invite les chercheurs et les activistes à soumettre des propositions susceptibles de décrire et d'analyser différentes formes de résistances collectives en Amérique latine, afin de nous aider à comprendre comment elles se rapportent au pouvoir hégémonique et le remettent en question, et comment elles contribuent à la pensée collective, à l'imagination – et à la construction – d'avenirs partagés.

Nous vous invitons à proposer un article ou un panel qui aborde le thème de la conférence ou tout autre sujet lié aux domaines thématiques du programme. La LASA accepte également les candidatures de bourses de voyage des personnes qui soumettent des articles ou des panels et qui remplissent les critères d'éligibilité. Veuillez consulter le site web de la LASA pour connaître les critères d'éligibilité. Toutes les propositions d'articles, de panels et de bourses de voyage doivent être soumises au Secrétariat de la LASA via le système de proposition en ligne **au plus tard le 15 septembre 2023 à 17 heures (heure de l'Est)**.

Les formulaires de proposition et les instructions seront disponibles sur le site web de la LASA : <https://lasaweb.org>. Les soumissions par courrier postal ne seront pas acceptées. Un courriel de confirmation sera envoyé immédiatement après la soumission de la proposition. Si vous ne le recevez pas, veuillez contacter le Secrétariat de la LASA avant la date limite pour confirmer la soumission à : lasa@lasaweb.org.

Domaines thématiques permanents

Le Conseil exécutif 2018-2019 a décidé d'œuvrer pour que chaque congrès maintienne un ensemble de domaines thématiques permanents. Pour ce faire, une analyse exhaustive des domaines thématiques existants depuis 1991 (221 au total) et du nombre de propositions reçues a été réalisée. Le critère a été de consolider, d'homogénéiser et d'élargir ces domaines thématiques afin d'offrir un espace permanent qui représente la diversité thématique des membres. Les 221 domaines thématiques trouvés ont été discutés en plusieurs étapes par l'ensemble du Conseil exécutif et par un sous-comité nommé par le Conseil exécutif. Dans un premier temps, les 221 domaines thématiques ont été réduits à 43, puis 32 ont été retenus.

Cette année, le Conseil exécutif a décidé de revoir et d'ajouter de nouveaux thèmes, en mettant l'accent sur la littérature, qui fait l'objet d'un grand nombre de propositions chaque année. Le Conseil exécutif ou un sous-comité nommé par le Conseil exécutif évaluera périodiquement les nouveaux domaines proposés par le comité de programme afin de déterminer s'ils restent sur la liste des domaines permanents.

Nouveaux domaines pour chaque Congrès

Le Comité de programme aura l'occasion de proposer des domaines spécifiques qu'il juge pertinents dans le cadre de sa programmation. Pour LASA2024, le thème choisi par le Comité nous invite à réfléchir sur les tendances compensatoires qui existent aujourd'hui dans les Amériques. D'une part, l'inquiétude générée par la montée des tendances répressives, les inégalités sociales et la crise climatique, ainsi que l'exploitation des ressources naturelles. D'autre part, l'espoir d'un changement avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes dans plusieurs

pays, avec les mouvements sociaux qui réclament des sociétés plus démocratiques, plus justes et plus inclusives, et avec les communautés indigènes qui luttent pour leurs droits, leur culture et la protection de leurs terres et de l'environnement.

Directives pour la Création de Sessions

L'un des principaux objectifs du Congrès de la LASA est de faciliter les échanges intellectuels au plus haut niveau dans le domaine des sciences sociales et humaines sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Une condition importante pour atteindre cet objectif est de s'assurer que toutes les sessions du congrès intègrent des degrés importants de diversité selon plusieurs critères. Ces critères comprennent les affiliations institutionnelles des panélistes, leur région d'origine, leur stade de carrière et la diversité de genre. Il n'est pas possible de répondre à tous ces critères dans la totalité des sessions mais, dans la mesure du possible, ils doivent être respectés lors de leur organisation.

Une session composée de présentateurs de la même institution risque d'être mal classée ou rejetée. Elle doit être composée de représentants d'au moins deux institutions, ou plus si possible. Même lorsqu'une session se concentre sur un seul pays, il peut être possible de trouver une diversité parmi les participants avec des personnes basées dans différents pays. Une telle diversité peut donner lieu à des perspectives différentes sur un même pays. La présence dans une même session de chercheurs à différents stades de leur carrière -des étudiants diplômés aux chercheurs junior et senior- peut promouvoir des réseaux intellectuels productifs et des possibilités de mentorat.

Agenda du programme

Choisissez le sujet le plus approprié pour votre proposition dans la liste ci-dessous et inscrivez-la dans l'espace prévu à cet effet dans le système de soumission de propositions. Vous ne pouvez soumettre qu'un seul article. Envoyez votre correspondance uniquement au secrétariat de la LASA.

DOMAINES THÉMATIQUES PERMANENTS

Agrarian and Food Studies	International Relations / Global Studies
Archives, Libraries and Digital Scholarship	Labor Studies
Art, Music and Performance Studies	Language and Linguistics
Biopolitics and Biopower	Latinx Studies
Childhood and Youth Studies	Law and Justice
Civil Societies and Social Movements	Literature Studies: Colonial/19th century
Culture, Power and Political Subjectivities	Literature Studies: 20th/21st centuries
Democratization and Political Process	Literature and Culture
Economics and Political Economy	Mass Media and Popular Culture
Education	Migration and Refugees
Environment, Nature and Climate Change	Otros Saberes and Alternative Methods
Film Studies	Political Institutions
Feminism and Gender Studies	Public and Social Policies
Health and Well-being	Race and Ethnicities
History and Archaeology	Religion, Politics and Society
Human Rights and Memory	Sexualities and LGBTI Studies
Indigenous Languages and Literature	Urban Studies
Indigenous Peoples and Afro-descendants: Epistemologies and Knowledge	Security and Violence

NOUVEAUX POUR LASA2024

La extrema derecha en
América Latina y el mundo

Despojos y desplazamientos:
violencias, extractivismo
y economías ilegales en
zonas rurales e indígenas

Impunidades: pasados y
presentes

Colombia: desafíos actuales y
futuros posibles

Resistencias colectivas,
futuros imaginados en las
Américas

**LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES PROPOSITIONS
EST LE 15 SEPTEMBRE 2023 À 17 H, HEURE DE L'EST**

Pour plus d'informations, consultez le site www.lasaweb.org